

F. 95 - 3314

[C - 31625]

**7 DECEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'agrément des auteurs de projet de plans communaux de développement**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme notamment l'article 14, modifié par l'ordonnance du 23 novembre 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics et du Transport;

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « Ministre », le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Aménagement du Territoire;

2° « Administration » : l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement.

**Art. 2.** Pour être agréée, toute personne physique ou morale doit disposer de compétences dans l'ensemble des disciplines suivantes :

1° l'aménagement du territoire et l'urbanisme;

2° le patrimoine immobilier;

3° l'environnement;

4° le domaine socio-économique;

5° la mobilité;

6° la gestion publique.

**Art. 3.** La preuve des compétences visées à l'article 2 s'établit soit par la production de diplômes ou titres scientifiques correspondant à chacune des disciplines, soit sur base d'une expérience professionnelle équivalente aux diplômes et titres précités que le Gouvernement apprécie lorsqu'il statue sur la demande d'agrément.

La preuve de l'expérience professionnelle visée à l'alinéa 1er est notamment apportée par la production d'au moins un document, au choix du candidat, qu'il a réalisé dans les cinq dernières années et relatifs aux compétences sus-visées.

**Art. 4.** Un fonctionnaire ou un service communal peut également être agréé à la condition de disposer de compétences dans les disciplines visées à l'article 2.

**Art. 5.** L'agrément en qualité d'auteur de projet pour l'élaboration de plans communaux de développement, est accordé pour une période de cinq ans renouvelable.

Cette période prend cours à la date de la notification de l'agrément ou de son renouvellement.

**Art. 6.** Il est créé une commission d'agrément, ci-après dénommée "la commission".

Le Ministre détermine le fonctionnement de la commission en respectant l'application des principes suivants :

1° la représentation des administrations et institut suivants, par un de leurs fonctionnaires ou agents qu'ils désignent :

a) l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement;

b) l'Administration des Pouvoirs locaux;

c) l'Administration de l'Economie et de l'Emploi;

d) l'Administration de l'Équipement et de la politique des déplacements;

e) l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement;

2° la présidence de la commission est assurée par le représentant de l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement.

L'avis de la commission est motivé.

N. 95 - 3314

[C - 31625]

**7 DECEMBER 1995. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering inzake de erkenning van de ontwerpers van de gemeentelijke ontwikkelingsplannen**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, inzonderheid op artikel 14, gewijzigd bij de ordonnantie van 23 november 1993;

Gelet op het advies van de Raad van de State;

Op de voordracht van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, dient men te verstaan onder :

1° « Minister » : de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Ruimtelijke Ordening;

2° « Bestuur » : het Bestuur Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;

**Art. 2.** Om erkend te worden, moet iedere natuurlijke of rechtspersoon bevoegd zijn voor de volgende aangelegenheden :

1° de ruimtelijke ordening en de stedenbouw;

2° het onroerend erfgoed;

3° het leefmilieu;

4° het socio-economisch domein;

5° de mobiliteit;

6° het openbaar beheer.

**Art. 3.** Het bewijs van de bevoegdheden, vermeld onder artikel 2, wordt vastgesteld, hetzij door voorlegging van de diploma's of wetenschappelijke titels die overeenkomen met elk van de aangelegenheden, hetzij op basis van een beroepservaring gelijkwaardig aan de voormelde diploma's en titels, waarover de Regering oordeelt wanneer zij over de aanvraag om erkenning beslist.

Het bewijs van de in het eerste lid bedoelde beroepservaring, wordt geleverd door middel van tenminste één document, naar keuze van de kandidaat en dat hij heeft opgesteld tijdens de voorbije vijf jaar en met betrekking tot de hierboven vermelde bevoegdheden.

**Art. 4.** Een gemeenteambtenaar of -dienst kan eveneens worden erkend op voorwaarde bevoegd te zijn voor de aangelegenheden vermeld in artikel 2.

**Art. 5.** De erkenning als ontwerper voor de opmaak van gemeentelijke ontwikkelingsplannen wordt gegeven voor een periode van vijf jaar en is hernieuwbaar.

Deze periode gaat in vanaf de kennisgeving van de goedkeuring of de hernieuwing ervan.

**Art. 6.** Er wordt een Erkenningcommissie opgericht, hierna « de commissie » genoemd.

De Minister regelt de werking van de commissie in naleving van de volgende beginselen :

1° de vertegenwoordiging van de volgende besturen en instituut door een ambtenaar of beambte die zij aanwijzen :

a) het Bestuur Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;

b) het Bestuur Plaatselijke Besturen;

c) het Bestuur Economie en Werkgelegenheid;

d) het Bestuur Uitrusting en Vervoer;

e) het Brussels instituut voor Milieubeheer;

2° het voorschifterschap van de commissie wordt waargenomen door de vertegenwoordiger van het Bestuur Ruimtelijke Ordening en Huisvesting.

Het advies van de commissie is met redenen omkleed.

CHAPITRE II. — *Contenu de la demande*

**Art. 7.** La demande d'agrément est introduite auprès de l'Administration, en cinq exemplaires, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Elle est accompagnée des documents et renseignements suivants :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) les nom, prénom et domicile du demandeur;

2° s'il s'agit d'une personne morale;

a) sa forme juridique, sa dénomination ou son objet social, son siège social, l'identité et la qualité du signataire de la demande;

b) une copie de ses statuts et du dernier acte de nomination des administrateurs;

c) la liste nominative des administrateurs, gérants et personnes pouvant engager la personne morale, ainsi que les personnes affectées à l'élaboration des plans communaux de développement;

3° qu'il s'agisse d'une personne physique ou d'une personne morale :

a) une note, accompagnée des justificatifs, décrivant les compétences, les diplômes, l'expérience professionnelle et les moyens techniques dont le demandeur et ses collaborateurs disposent en vue d'élaborer un plan communal de développement;

b) éventuellement, l'agrément octroyé dans une autre Région ou à l'étranger pour élaborer des documents comparables à un plan communal de développement;

c) si le demandeur fait appel à des sous-traitants pour certaines des disciplines visées à l'article 2, le document signé par lequel il est fait appel à ces sous-traitants et, selon qu'il s'agisse d'une personne physique ou d'une personne morale, les renseignements visés au 1° ou au 2° du présent article, ainsi que ceux visés au 3° concernant les disciplines pour lesquelles il est fait appel à la sous-traitance;

d) le cas échéant, au moins un document de son choix que le demandeur a réalisé dans les cinq dernières années, et relatif à la planification ou au développement en liaison avec l'aménagement du territoire.

L'Administration peut exiger la production de tout document et renseignement complémentaires de nature à établir que le demandeur possède les qualifications requises et des moyens techniques suffisants.

**Art. 8.** En cas de renouvellement de l'agrément, la demande contient, outre les documents et renseignements visés à l'article 7, le cas échéant, la liste des plans communaux de développement dont les projets ont été élaborés par le demandeur.

La demande de renouvellement est introduite cinq mois au moins avant le terme du délai visé à l'article 5.

CHAPITRE III. — *Procédure d'agrément*

**Art. 9.** Dans les dix jours de la réception de la demande, l'Administration transmet pour avis un exemplaire de celle-ci à la commission.

La Commission a trente jours pour donner son avis sur la demande d'agrément, à dater de la transmission de cette dernière par l'Administration.

**Art. 10.** Dans les quarante cinq jours de la réception de la demande, l'Administration transmet au Ministre :

1° un exemplaire de la demande;

2° copie de la demande d'avis adressée à la commission;

3° l'avis de la commission ou le constat de carence de celui-ci.

Une copie de l'avis ou du constat de carence visé au 3°, est notifiée au demandeur.

**Art. 11.** Le Gouvernement statue sur la demande d'agrément, sur base des documents et des avis reçus, par arrêté notifié au demandeur dans les nonante jours de l'accusé de réception de la demande.

L'arrêté accordant l'agrément est publié par extrait au *Moniteur belge*.

L'Administration établit une liste mise à jour des auteurs de projet agréés.

**Art. 12.** L'auteur de projet agréé est tenu de signaler, sans délai, à l'Administration toute modification de l'un des éléments indiqués dans sa demande d'agrément.

HOOFDSTUK II. — *Inhoud van de aanvraag tot erkenning*

**Art. 7.** De aanvraag tot erkenning wordt ingediend bij het Bestuur, in vijf exemplaren, bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Zij wordt vergezeld van de volgende documenten en inlichtingen :

1° indien het gaat om een natuurlijke persoon :

a) de naam, de voornaam en de verblijfplaats van de aanvrager;

2° indien het gaat om een rechts- persoon :

a) de rechtsvorm, de naam of het doel, de zetel, de identiteit en de hoedanigheid van de ondertekenaar van de aanvraag;

b) een kopie van de statuten en van de laatste akte van benoeming van de bestuurders;

c) de naamlijst van de bestuurders, zaakvoerders en personen die de rechtspersoon kunnen binden, alsook de personen betrokken bij het opmaken van de gemeentelijke ontwikkelingsplannen;

3° indien het gaat om een natuurlijke dan wel een rechtspersoon :

a) een nota, vergezeld van de bewijsmiddelen, die de bevoegdheden, diploma's en beroepservaring en de technische middelen weergeeft waarover de aanvrager en zijn medewerkers beschikken met het oog op de opmaak van een gemeentelijk ontwikkelingsplan;

b) eventueel, de erkenning verkregen in een ander Gewest of in het buitenland om documenten op te stellen die vergelijkbaar zijn met een gemeentelijk ontwikkelingsplan;

c) als de aanvrager een beroep doet op onderaannemers voor bepaalde aangelegenheden vermeld onder artikel 2, het ondertekende document waarin een beroep gedaan wordt op deze onderaannemers en, naargelang het hier gaat om een natuurlijke of een rechtspersoon, de inlichtingen vermeld onder 1° of 2° van dit artikel, evenals deze onder 3° inzake de aangelegenheden waarvoor een beroep wordt gedaan op de onderaannemers;

d) in voorkomend geval, tenminste één document naar keuze met betrekking tot de planning of de ontwikkeling inzake ruimtelijke ordening, dat tijdens de voorbije vijf jaar werd opgesteld door de aanvrager.

Het Bestuur kan verzoeken om elk bijkomend document en inlichting teneinde na te gaan of de aanvrager beschikt over alle vereisten en over voldoende technische middelen.

**Art. 8.** In geval van hernieuwing van de erkenning, omvat de aanvraag, naast de documenten en inlichtingen vermeld onder artikel 7, in voorkomend geval, de lijst van de gemeentelijke ontwikkelingsplannen, waarvan de ontwerpen werden opgemaakt door de aanvrager.

De aanvraag tot hernieuwing wordt ingediend ten minste vijf maanden vóór het einde van de termijn, vermeld onder artikel 5.

HOOFDSTUK III. — *Erkenningsprocedure*

**Art. 9.** Binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag zendt het Bestuur één exemplaar ervan ter advies over aan de commissie.

De Commissie heeft dertig dagen om haar advies te geven over de erkenningsaanvraag vanaf het ogenblik dat deze laatste door het Bestuur wordt verzonden.

**Art. 10.** Binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van de aanvraag zendt het Bestuur aan de Minister :

1° een exemplaar van de aanvraag;

2° een kopie van de aanvraag om advies, gericht aan de commissie;

3° het advies van de commissie of de vaststelling van ontstentenis ervan.

Een kopie van het advies of van de vaststelling van ontstentenis, vermeld onder 3°, wordt aan de aanvrager ter kennis gebracht.

**Art. 11.** Op basis van de ontvangen documenten en adviezen, besluit de Regering over de aanvraag tot erkenning bij besluit dat binnen negentig dagen na het ontvangstbewijs van de aanvraag ter kennis van de aanvrager wordt gebracht.

Het besluit tot erkenning wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Het Bestuur stelt een bijgewerkte lijst op van de erkende ontwerpers.

**Art. 12.** De erkende ontwerper moet onmiddellijk elke wijziging aan één van de vermelde gegevens in zijn aanvraag tot erkenning kenbaar maken aan het Bestuur.

Art. 13. Lorsque le Ministre estime qu'un auteur de projet a élaboré un projet de plan communal de développement d'une qualité insatisfaisante, le Ministre peut, après avis de la commission, adresser à l'auteur de projet un avertissement motivé, notifié par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Lorsqu'après la notification d'un avertissement, le Ministre estime devoir porter une même appréciation à l'égard d'un nouveau projet de plan communal de développement élaboré par l'auteur de projet, il peut, après avis de la commission, proposer au Gouvernement de procéder au retrait de l'agrément.

Lorsque l'avis de la commission n'est pas transmis au Ministre dans les trente jours de sa demande, en application soit de l'alinéa 1er ou soit de l'alinéa 2, le Ministre peut, sans plus attendre, soit adresser un avertissement motivé à l'auteur de projet ou soit proposer au Gouvernement de procéder au retrait de l'agrément.

Le Gouvernement procède au retrait de l'agrément lorsqu'il constate que l'auteur de projet ne remplit plus une des conditions visées à l'article 3, ou qu'il ne dispose plus des moyens techniques suffisants pour élaborer des plans communaux de développement.

L'avertissement motivé ne peut intervenir qu'après avoir donné à l'auteur de projet la possibilité d'être entendu par le Ministre ou son délégué en ayant connaissance des griefs qu'on lui oppose et de l'avis de la commission.

Le retrait de l'agrément ne peut intervenir qu'après avoir donné à l'auteur de projet la possibilité d'être entendu par le Ministre ou son délégué en ayant connaissance des griefs qu'on lui oppose et de l'avis de la commission.

L'arrêté de retrait de l'agrément est notifié par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Il est publié par extrait au *Moniteur belge*.

#### CHAPITRE V. — Dispositions transitoires et finales

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 15. Le Ministre qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 décembre 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, et Ministre des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,

Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics et du Transport,  
H. HASQUIN

Art. 13. Wanneer de Minister van mening is dat een ontwerp-ontwerp van gemeentelijk ontwikkelingsplan heeft opgemaakt onvoldoende kwaliteit, kan de Minister, na advies van de commissie met redenen omklede waarschuwing richten aan de ontwerper. Het advies wordt in kennis gebracht bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Wanneer na kennisgeving van een waarschuwing de Minister van mening is dat hij hetzelfde oordeel dient uit te brengen ten aanzien van een nieuw ontwerp van gemeentelijk ontwikkelingsplan, opgesteld door de ontwerper, kan hij, na advies van de commissie, de ontwerper voorstellen tot intrekking van de erkenning over te gaan tot een nieuw ontwerp van gemeentelijk ontwikkelingsplan.

Wanneer het advies van de commissie, in toepassing van het eerste of het tweede lid, niet verzonden wordt aan de Minister binnen de dertig dagen na zijn verzoek, kan hij zonder verwijl ofwel een met redenen omklede waarschuwing richten aan het adres van de ontwerper ofwel voorstellen aan de Regering de erkenning in te trekken.

De Regering gaat over tot de intrekking van de erkenning wanneer zij vaststelt dat de ontwerper één van de voorwaarden, vermeld in artikel 3, niet meer nakomt of wanneer hij niet meer over de voldoende technische middelen beschikt om gemeentelijke ontwikkelingsplannen op te maken.

De met redenen omklede waarschuwing kan enkel geschieden wanneer de ontwerper de mogelijkheid heeft gehad om gehoord te worden door de Minister of zijn afgevaardigde, na in kennis te zijn gesteld van de grieven die men hem ten laste legt en het advies van de commissie.

De intrekking van de erkenning kan enkel geschieden wanneer de ontwerper de mogelijkheid heeft gehad om gehoord te worden door de Minister of zijn afgevaardigde, na in kennis te zijn gesteld van de grieven die men hem ten laste legt en het advies van de commissie.

Het besluit van intrekking van de erkenning wordt ter post aangetekend gebrach bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Het wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

#### HOOFDSTUK V. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 15. De Minister bevoegd voor de ruimtelijke ordening is met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 december 1995.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, Minister van Plaatselijke Besturen, Tewerkstelling, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Ch. PICQUE

De Minister van Ruimtelijke Ordening,  
Openbare Werken en Vervoer,  
H. HASQUIN

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

#### Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique Ordres nationaux. — Promotions. — Nominations

[29293]

Par arrêté royal du 5 avril 1995 :

Sont promus Grand Officier de l'Ordre de la Couronne :

M. Bouillon, Albert Jules, professeur émérite de l'Université catholique de Louvain, à Louvain-la-Neuve.

Prise de rang : 08.04.1984.

M. Duquesne De La Vinelle, Louis Yves Aristide Lucien Marie Ghislain, professeur émérite de l'Université catholique de Louvain, à Louvain-la-Neuve.

Prise de rang : 15.11.1990.

M. Corin, Fernand Pierre Henri Michel, professeur émérite de l'Université catholique de Louvain, à Louvain-la-Neuve.

Prise de rang : 08.04.1993.

### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

#### Hoger onderwijs en Wetenschappelijk onderzoek Nationale orden. — Bevorderingen. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 5 april 1995 :

Worden bevorderd tot Grootofficier in de Kroonorde :

De heer Bouillon, Albert Jules, emeritus hoogleraar « Université catholique de Louvain » te Louvain-la-Neuve.

Ranginneming : 08.04.1984.

De heer Duquesne De La Vinelle, Louis Yves Aristide Lucien Ghislain, emeritus hoogleraar « Université catholique de Louvain » te Louvain-la-Neuve.

Ranginneming : 15.11.1990.

De heer Corin, Fernand Pierre Henri Michel, emeritus hoogleraar « Université catholique de Louvain » te Louvain-la-Neuve.

Ranginneming : 08.04.1993.